

Déjeuner du Cercle des réseaux européens

Christine Revault d'Allones Bonnefoy – Juillet 2016

Le 24 février, les membres du Cercle ont eu l'occasion de rencontrer Christine Revault d'Allones Bonnefoy, eurodéputée membre du groupe Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates (S&D) au Parlement Européen.

Lors de ce déjeuner les membres ont pu échanger sur les grands thèmes d'actualités du Parlement tels que l'adoption du quatrième paquet ferroviaire, le paquet route, le paquet décarbonation, le Plan Juncker, et le Brexit.

Les engagements de Christine Revault d'Allones Bonnefoy

En tant que Députée européenne, membre titulaire de la commission Transports et Tourisme, Christine Revault-d'Allones Bonnefoy a travaillé sur un certain nombre de dossiers comme :

- Le volet technique du quatrième paquet ferroviaire ;
- Le Règlement EASA ;
- La commission d'enquête sur les émissions polluantes ;
- Les questions liées aux investissements et au Plan Juncker.

La députée a également suivi des près les enjeux sur le PNR et sur la ratification de la convention d'Istanbul sur les violences faites aux femmes puisqu'elle est membre suppléante de la convention LIBE.

Echanges autour du Brexit

Lors du déjeuner, les membres du CDR ont échangé avec la députée sur le Brexit et les enjeux institutionnels qu'un départ du Royaume-Uni soulèvent. Selon elle, le Parlement Européen a bien compris les résultats du referendum et tient à respecter la volonté des citoyens Britanniques de quitter l'UE. Néanmoins, un tel tsunami ne doit pas stopper la machine européenne et les eurodéputés entendent donc continuer leurs travaux et avancer sur des sujets tels que l'adoption du nouveau paquet route.

Le Parlement souhaite également retravailler sur le système de gouvernance de l'Union afin de dessiner un processus décisionnel qui soit simple, compréhensible et à même de conduire des politiques claires. L'enjeu est tel qu'il devient nécessaire de remettre en question la machine et ses rouages : Doit-on poursuivre sur un modèle de Présidence tournante au Conseil ? Quel rôle doit jouer le Conseil dans l'exécutif ? Comment relocaliser les pouvoirs du Parlement ? Doit-on équilibrer les pouvoirs entre la Commission et le Conseil ? Ces questions devront d'ici les prochains mois être débattues par les Institutions et les Etats avec les citoyens.

Une autre question institutionnelle concerne le sort des eurodéputés anglais et de l'ECR, parti politique majoritairement composé de Britanniques. Sur ce sujet, Christine Revault d'Allones Bonnefoy a souligné que se jouait ici un véritable jeu de pouvoir politique. En effet, après le départ des Britanniques du Parlement, la balance entre le PPE et le S&D risque de se déséquilibrer puisque le PPE ne perdra aucun eurodéputé et qu'à l'inverse le S&D se verra amputé de 21 députés et de 2 Présidents de commission. En parallèle, le départ des anglais signifie la fin de l'ECR majoritairement composé de députés d'outre-manche. Toutes ces questions sont encore en suspens, et la récente résolution du Parlement sur le sujet ne semble pas suffisante pour régler le problème.

Christine Revault d'Allones Bonnefoy en Bref

Depuis le 9 avril 2014 : Députée européenne, membre titulaire de la commission Transports et Tourisme et de la Délégation pour les relations avec l'Afrique du Sud

Depuis 1995 : membre du PS

Depuis mars 2004 : conseillère régionale

2011-2014 : collaboratrice parlementaire du sénateur Jean-Yves Leconte (service public /gouvernement)

Les membres du CDR ont également abordé la question du Brexit avec des sujets politiques de fond comme l'aérien. Pour la députée, il semblerait en effet qu'un départ des Britanniques permettrait de faire avancer la politique européenne aérienne qui est bloquée avec la question de Gibraltar et la reconnaissance de la souveraineté anglaise.

Les enjeux en matière de transports

Aérien et dumping social : Le Parlement est en train de se pencher très sérieusement sur la question du dumping social et de la concurrence déloyale qui bloque le développement des compagnies européennes. En effet, les entreprises européennes sont rudement concurrencées par les compagnies du Golf et voient ainsi l'accès à certains marchés bouché. Or ces compagnies du Golf ne respectent pas le droit du travail. Dès lors, l'OIT comme le Parlement Européen souhaitent lutter contre ce phénomène de dumping social. En effet, au Parlement, un réel consensus se dessine entre les députés afin de ne pas mettre à mal les exigences sociales au détriment de la compétitivité et la concurrence.

Plan Juncker et transports : Il s'agit d'un sujet particulièrement délicat pour la commission TRAN qui regrette que les infrastructures de transport ne puissent pleinement accéder aux investissements du Plan Juncker. Infrastructures qui se voient retirer une part du budget sur le mécanisme d'interconnexion. La députée plaide en faveur d'une taxe européenne pour le financement des infrastructures de transport en Europe.

Biogaz et voitures électriques : La députée est ouverte à tout type d'énergie durable pour la mobilité. Selon elle, l'Europe doit être ouverte à tout ce qui peut exister en matière d'énergie durable car pour le moment la seule solution de la voiture électrique n'est pas suffisante. L'essentiel actuellement est de regagner la confiance des consommateurs : il s'agit là d'un vrai sujet dont le Parlement commence à se saisir.

Fiscalité de l'énergie : Ce sujet est intéressant car il permettrait de taxer les énergies afin de mieux rationaliser leur utilisation. La mise en place d'un tel système permettrait d'influencer les comportements sur le long terme.

Le dumping social dans les transports routiers : Il s'agit d'un sujet traité dans le paquet route de la Commission. Le Parlement est actif sur le sujet. La députée avait notamment déposé un amendement afin de créer une agence européenne chargée du contrôle d'application des droits sociaux. Cette question est également abordée sous l'angle des travailleurs détachés par le Parlement. Or la Commission souhaite soustraire les transports du champ d'application de la directive. Un réel bras de fer dans les négociations du texte est attendu sur ce sujet entre le Parlement et la Commission.

Investissement et principe de solidarité : la députée a également rappelé l'importance du principe de solidarité européen. Selon elle, il est impératif que l'UE soutienne des pays en difficulté. Cette question est particulièrement sensible en ce moment notamment puisqu'il semblerait que le projet Juncker ait privilégié des projets dans les pays à faibles risques. La députée est également critique quant à l'opacité des prises de décision du Plan. Cette opacité qui entoure la prise de décision ne permet donc pas d'avoir une lecture plus souple du plan et des investissements.

Sureté et transports : Il s'agit de toute évidence d'un grand sujet d'actualité qui fait encore beaucoup débat au Parlement. Selon la députée la sureté dans le domaine des transports ferroviaire est actuellement inexistante. Sur ce sujet, la Commission semble réticente à intervenir et se cache derrière le principe de subsidiarité afin de laisser les Etats se charger du problème.

Les rapports de force au sein du S&D : sans surprises, la première délégation du groupe est celle de l'Allemagne, suivi par l'Italie, le Royaume-Uni, l'Espagne, la Roumanie puis la France. Avec la montée de l'extrême droite, la France a perdu en représentation et en influence. Néanmoins, en tant que pays fondateur ayant un Président socialiste, les députés Français sont encore dotés d'une certaine reconnaissance. A l'intérieur du S&D les délégations par pays font aussi face à de grands enjeux et remises en cause. Cela est notamment lié à la montée des extrémismes et aux fractures politiques nationales. De plus, il semblerait que la fracture entre les pays nouveaux arrivants et les pays plus anciens se fasse de plus en plus ressentir dans les prises de décisions. Enfin et

surtout, il est important de noter qu'au sein même du groupe allemand du S&D deux tendances se dessinent : d'une part ceux soutenant Martin Schulz et la politique du « business as usual » et celui plus gauchiste. Cette fracture interne s'est notamment fait ressentir lors des travaux du Parlement sur le TTIP.
